

# Tshisekedi mobilise l'Afrique pour «mettre fin aux violences faites aux femmes et aux jeunes filles»

P. 12

## ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 513 du vendredi 26 au dimanche 28 novembre 2021 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne  
et Tri-hebdomadaire  
d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),  
Local n°50, Kinshasa/Gombe  
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05  
+ 243 903 185 670  
E-mail : [kuediasala@gmail.com](mailto:kuediasala@gmail.com)  
[www.econewsrdc.com](http://www.econewsrdc.com)  
L'info qui fait échos

# Cenco et pouvoir : la paix des braves

P. 2

## Des négociations directes sont engagées entre la BGFIBANK RDC et le Gouvernement

Des négociations directes ont été engagées jeudi à Kinshasa entre le Gouvernement et la BGFIBANK RDC. C'est qu'a annoncé Jules Alingete, patron de l'IGF (Inspection générale des finances), dans une correspondance dont Econews a consulté une copie. Les deux parties sont en pleine négociation pour trouver une voie de sortie qui serait favorable à tous. Mais, au-delà de l'alerte lancée dernièrement par la Banque centrale du Congo qui a fait malheureusement l'objet de diverses interprétations dans la presse locale, jusqu'à prédire une banque au bord de la faillite, les nouvelles sont plutôt rassurantes. P. 3



## PARLONS-EN

### Après la tempête...

ECONEWS

Le climat entre l'Eglise catholique au Congo et le pouvoir redevient serein. A en croire l'archevêque de Kinshasa, le Cardinal Fridolin Ambongo Besungu, le pouvoir représenté par les présidents du Sénat, Modeste Bahati et de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, le Premier ministre Sama Lukonde, le conseiller spécial du Chef de l'Etat en matière de sécurité, François Beya, l'ont rencontré. Ils ont aplani toutes leurs divergences à propos de la gratuité de l'enseignement de base, a-t-il reconnu à l'issue de leur entrevue.

C'est dire qu'il a été question d'harmoniser les vues pour trouver un terrain d'entente,

(Lire page 2)

Le «*Matatisme*», hier symbole de rigueur dans la gestion, aujourd'hui, preuve de courage politique P. 8

Le Maroc et Israël signent un accord sécuritaire «*sans précédent*» P. 9

# Céncio et pouvoir : la paix des braves

Trois chefs des institutions (président de l'Assemblée nationale, et celui du Sénat ainsi que le Premier ministre), accompagnés du conseiller spécial du Chef de l'Etat en matière de sécurité, sont allés mercredi à la rencontre du Cardinal Fridolin Ambongo, dans sa résidence de Lindonge, en plein quartier populaire de Kinshasa. Le fait n'est pas ano-

Entre l'épiscopat congolais et le régime Tshisekedi, la paix des braves a été conclue après des attaques ad hominem sans précédents. La brigade numérique s'est copieusement occupée de l'archevêque métropolitain de Kinshasa, le Cardinal Fridolin Ambongo. Le prélat a été bouffé dans toutes les sauces. Stoïque, il est resté dans son coin, bénéficiant de la solidarité de tous ses frères évêques.

D'ailleurs, Fridolin Ambongo n'est qu'une cible pour identifier la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncio). Avec lui l'abbé Nshole, secrétaire général de la Céncio, en a vu aussi de toutes les couleurs.

La veille de la convocation du président de la Commission des laïcs catholiques (CALCC), un fait inattendu s'est produit : une visite des chefs des corps de la République chez le Cardinal. La symbolique est très forte, au regard de la stature de ces hôtes de marque : les présidents des chambres, le Premier ministre et le Conseiller spécial du Chef de l'Etat en matière de sécurité. Ce dernier revenait directement d'un voyage à l'étranger. Sa présence impliquait directement le Chef de l'Etat dans ces discussions.

Que les chefs des institutions se soient déplacés veut dire

que le degré atteint par la crise n'est pas négligeable. Le pouvoir s'est senti interpellé, au point de solliciter des entretiens directs avec le plus galonné de l'Eglise catholique en République Démocratique du Congo. Ça signifie aussi qu'en haut lieu, on a pris toute la mesure de la situation. La solution rapide devenait une urgence.

Ce geste de haute facture politique est un désaveu cinglant à une démarche judiciaire de durcissement ainsi qu'une clameur publique des extrémistes de l'Union sacrée de la nation qui pensaient livrer à la vindicte populaire l'Eglise catholique au Congo. Les rapports des forces ont fini par ramener les uns et les autres à la raison.

## LE TEMPS DE L'APAISEMENT

Il y a eu crise ! Le nier peut énerver les Congolais et discréditer totalement celui qui a tenu ce discours, le président Mbose N'Kodia Pwanga. S'il n'y avait pas crise, le Cardinal n'aurait jamais déclaré qu'il se sentait en insécurité à Kinshasa.

Le plus important est l'issue qui se dessine. La paix des braves acquises, il est maintenant question de se lancer dans les réparations. Les manifestations contre Denis Kadima doivent cesser et les attaques con-

tre l'Eglise ne devaient rester qu'un lointain souvenir. La présence du Premier ministre signifie que des engagements ont été pris dans le sens d'assister l'Eglise.

## MGR MUTEBA : «NOUS DEVONS RESTER VIGILANTS DANS LA FOI»

«Depuis deux dimanches, nous lisons des textes à caractère apocalyptique», a fait remarquer Mgr Fulgence Muteba, archevêque métropolitain de Lubumbashi, lors de la célébration eucharistique du jeudi 25 novembre 2021 au centre Caritas Congo, à Kinshasa, marquant le troisième et dernier jour du Comité permanent extraordinaire.

L'homélie de l'évêque s'est basée sur la lecture du livre de Daniel 6, 12-28 et celle de l'évangile selon saint Luc 21, 20-28.

Sur le livre de Daniel, l'évêque a souligné que c'est une histoire intéressante. Daniel, qui a été déporté et malgré les instructions du roi, il a continué à prier son Dieu trois fois par jour. Il a été surpris et jeté à la fosse aux lions. L'évêque a fait remarquer que les lois, surtout politiques, ont toujours tendance à minimiser les autres.

On a accusé Daniel auprès du roi, celui-ci était contrarié parce qu'il savait que Daniel était

dans ses droits de prier. Il a ordonné qu'il soit jeté à la fosse aux lions. Mais le roi a fait sortir Daniel intact de la fosse aux lions car Dieu avait fermé la gueule des lions. C'est la fin qui est intéressante. «Le roi Darius s'est finalement converti au Dieu de Daniel. Le Dieu de Daniel était devenu le Dieu de son royaume», a tenu à souligner l'archevêque de Lubumbashi.

Parlant de l'évangile, le célébrant a dit que saint Luc montre un tableau apocalyptique de ce qui doit arriver.

Pour l'évêque, quand ces événements vont commencer, nous devons être avertis, restés vigilants dans la foi. Que nous n'ayons pas peur, que Dieu nous donne la grâce de rencontrer le Seigneur dans la sainte eucharistie.

C'est dire que l'Eglise se dit dotée d'une mission, celle de protéger les plus faibles. Elle est porteuse d'une mission qu'elle entend assumer sans une peur quelconque.

Heureusement, le pouvoir en place à Kinshasa a vite perçu le message.

En allant à la rencontre du Cardinal Ambongo, les animateurs des institutions, avec le Président de la République en tête, ont publiquement remis les pendules à l'heure. C'est le retour à la case départ, sur des «bases nouvelles».

## PARLONS-EN

### Après la tempête...

(Suite de la Une)

le souci de deux parties étant que la rentrée scolaire demeure effective sur toute l'étendue du territoire national et dans tous les réseaux d'enseignement de base.

Comme le souhaitent et l'espèrent des observateurs et analystes lucides, dans les jours à venir, la recherche du bien-être du peuple congolais l'emportera sur toute autre considération. Aussi les deux parties ont-elles privilégié le dialogue social pour aboutir à une solution consensuelle.

Les oiseaux de mauvais augure prédisaient la poursuite du bras de fer entre l'Eglise catholique au Congo et l'Eglise du Christ au Congo et le pouvoir pour que le pays connaisse une année blanche. Ayant la mémoire courte, ils ont oublié que ce genre de bras de fer finit toujours par un arrangement à l'amiable. Alors que l'Etat congolais ne pouvait que fumer le calumet de la paix avec un important partenaire de premières heures comme l'Eglise catholique au Congo. Non seulement dans l'enseignement, mais aussi dans les œuvres sociales.

Il convient de saluer la réaction du pouvoir qui n'a pas hésité de faire le premier pas vers l'Eglise catholique au Congo. Et maintenant que les deux parties regardent dans la même direction, on ose croire que l'Etat congolais s'est mis vraiment à l'écoute du plaidoyer des enseignants pour sauver les meubles, sauver une rentrée scolaire paralysée par une grève sèche amorcée depuis le 4 octobre dernier.

Parmi les réclamations des enseignants figurent une nette revalorisation de leurs salaires ainsi que la mécanisation de nouvelles unités. On ne le dira jamais assez : «c'est l'enseignement qui est gratuit ! Et non l'enseignant !». Aussi, il est devra être considéré comme un fonctionnaire de l'Etat à part entière et être rémunéré sous ce statut. Tout en bénéficiant de primes comme agents de l'Etat de tous les autres départements ministériels.

Eh oui ! Il fallait s'y attendre ! Après la tempête, vient le beau temps. Et que la l'entente et la collaboration entre l'Eglise catholique au Congo et le pouvoir, surtout entre ce dernier et le banc syndical soient pérennes.

## La puissante Eglise catholique au Congo face à un Etat en faillite

En RDC, la puissance de l'Eglise catholique au Congo est inversement proportionnelle à la faillite de l'Etat congolais dans les secteurs vitaux de la nation comme l'Education, la santé, etc. Comment peut-on imaginer que l'essentiel de ce qui rattache à la «modernité», les Congolais, surtout ceux vivant dans l'arrière-pays, c'est-à-dire la grande majorité, soit encore principalement tenue par l'Eglise catholique et dans une certaine mesure par les Protestants.

Soixante ans après l'Indépendance, dans le langage des millions de Congolais de l'intérieur, la référence géographique demeure la «Mission». «Mon village se situe à 120 km de telle mission catholique, ou protestante», entend-on dire encore de nos jours ! La Mission, ce lieu où les populations espèrent trouver une école, un centre de santé, un centre de négoce, bref toutes ces commodités qui les rattachent à la vie moderne.

En 1999, j'ai pu effectuer

un long reportage dans l'Est de la RDC. J'ai vécu cette réalité jusque dans les confins les plus reculés du pays. Dans la petite cité de Fizi-Baraka, par exemple, à quelques encablures du Lac Tanganyika au Sud-Kivu, des populations témoignaient que sans la présence de l'Eglise catholique, elles seraient certainement retournées au Moyen-Age ! Je ne sais pas si les choses ont changé depuis, mais ce jour-là, j'ai compris pourquoi l'Eglise a fait plier Mobutu, malgré la toute puissance de la propagande de son régime. Plus tard, je trouverais irréaliste le bras-de-fer mi-figue mi-raisin du régime Kabila face à la même Eglise.

Aujourd'hui, je trouve carrément absurde la guéguerre stérile et contreproductive lancée par certains thuriféraires et zélés du pouvoir actuel face à la même Eglise catholique.

Pourtant, au regard de son histoire et de son parcours, et même de ses liens familiaux le Président Félix Tshisekedi devrait naturellement être plus coopératif

avec les Catholiques. Le nier, c'est faire preuve d'amnésie par rapport à l'histoire la plus récente de la RDC, notamment en 2016 et 2017, quand l'Eglise catholique au Congo est carrément venue à la rescousse des politiques, notamment de l'UDPS, qui n'arrivaient plus à mobiliser les masses face au régime de Kabila.

Si on remonte un peu plus loin, on se souviendra que c'est encore la même Eglise catholique, par sa coordination laïque, qui organisa la fameuse marche des Chrétiens en 1992 pour réclamer la réouverture de la Conférence nationale souveraine, au prix du sang de centaines de ses fidèles fauchés par les balles du régime Mobutu. L'UDPS et le président Félix Tshisekedi, pourrait-on dire, ont même une dette morale vis-à-vis des Catholiques !

L'arrogance et la virulence des propos dont les néo-caciques du pouvoir actuel ont fait montre contre le clergé sur la question de la «gratuité de l'enseignement» n'auront fait que ternir

l'image du chef de l'Etat dans l'opinion publique. Après un bras de fer aussi absurde que stérile, le pouvoir semble avoir tiré la leçon de l'humilité et du réalisme via ses présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat et son Premier ministre partis finalement à Canossa auprès de Fridolin Cardinal Ambongo.

Hier et aujourd'hui, ce sont les hommes en soutanes qui détiennent encore le vrai pouvoir, c'est à dire celui du social auquel se reconnaissent des millions de Congolais, catholiques et non catholiques. Tant que l'Etat congolais faillira à ses missions régaliennes pour assurer le bien-être social de populations, l'Eglise catholique restera incontournable dans les questions essentielles de la vie nationale.

Le poids, bien plus l'influence de l'Eglise catholique dans le débat politique se réduira d'elle-même. Sinon, elle restera droit dans ses bottes et empêchera toujours tout pouvoir politique à tourner en rond. Quel qu'il soit !

L.K. (CP)

# Des négociations directes sont engagées entre la BGFIBANK RDC et le Gouvernement

**Des négociations directes ont été engagées jeudi à Kinshasa entre le Gouvernement et la BGFIBANK RDC. C'est qu'a annoncé Jules Alingete, patron de l'IGF (Inspection générale des finances), dans une correspondance dont Econews a consulté une copie. Les deux parties sont en pleine négociation pour trouver une voie de sortie qui serait favorable à tous. Mais, au-delà de l'alerte lancée dernièrement par la Banque centrale du Congo qui a fait malheureusement l'objet de diverses interprétations dans la presse locale, jusqu'à prédire une banque au bord de la faillite, les nouvelles sont plutôt rassurantes. Avec le plan de « Renaissance », engagée par la BGFIBANK RDC, l'avenir est plutôt rassurant au sein de cette banque qui affiche un total bilantaire plus que rassurant.**

## ECONEWS

Depuis son implantation en République Démocratique du Congo, le Groupe BGFIBANK RDC SA ne cesse d'attirer le feu des projecteurs. A chaque fois que cette banque pense bâtir sa renommée et son réseau d'agences en RDC, une campagne de diabolisation est lancée par des personnes mal intentionnées pour saboter ses efforts.

Les auteurs et les exécutants de la campagne de déstabilisation contre BGFIBANK RDC SA, doivent savoir que chercher à déstabiliser cette banque de renommée panafricaine est un risque qui doit-être analysé au-delà même d'un simple horizon partisan.

### BGFIBANK RDC : UNE BANQUE SOLIDE ET PROSPÈRE

Contrairement à une certaine opinion qui s'est lancée dans une interprétation particulièrement de l'alerte lancée par Mme le gouverneure de la Banque centrale du Congo sur la BGFIBANK RDC, il y a lieu d'ap-

porter un cinglant démenti sur ces allusions qui ont pu biaiser le jugement de l'opinion tant publique que celle de ses journalistes ou analystes qui se sont penchés sur ce dossier, emportés sans doute par la passion et les illusions avancées par la campagne des médias internationaux en cours dont le seul but est de discréditer la BGFIBANK RDC qui ne se gêne pas de revendiquer son appartenance africaine.

« Par quelle coïncidence la lettre de la BCC se retrouve sur la place publique, juste au moment du lancement de cette campagne internationale contre BGFIBANK RDC ! » Quelle synchronisation ?

Après recherche et analyse sans passion de la correspondance de la Banque Centrale du Congo faisant état de la situation de BGFIBANK RDC SA, il semblerait que les spéculations, créant équivoque sur des éventuels problèmes de rentabilité et de détérioration de sa situation au point de préoccuper l'autorité de régulation et de contrôle, soient erronées.

« Cette lettre qui est une correspondance authentique de la BCC rapporte l'invitation de la Banque Centrale du Congo à BGFIBANK RDC pour une séance de travail habituelle, en y relevant les points de discussion à étudier », indiquent les sources internes à l'Autorité de Contrôle.

La coutume veut qu'après transmission des états et reportings de toutes les banques auprès de la BCC, qui est l'autorité de surveillance de toutes les institutions financières du pays, un courrier ordinaire est adressé par la Banque Centrale du Congo à toutes institutions financières concernées par des points d'attention particulières, afin de les relever pour sujet d'échange, par rapport aux états et rapports préalablement transmis.

C'est dire que cette lettre de la Banque Centrale du Congo adresse ses constats à BGFIBANK RDC sur les charges de structures élevées et qui absorbent l'essentiel de sa production bancaire, une charge de structure due à ses investissements et ambition de développement.

Le constat est que BGFIBANK RDC se fixe des ambitions de développement claires et établies telle que traduites dans son nouveau plan stratégique quinquennal, dénommé « MBOTAMA YA SIKI » : « La Renaissance ».

Après l'ouverture de sa nouvelle agence de Lubumbashi, reconditionnée proportionnellement à ses ambitions de développement et aux standards très haut de gamme se référant à sa clien-

tèle cible (haut de gamme), il est difficile de penser qu'une telle institution, qui pense à son expansion, soit en même temps en train de craindre pour son avenir. C'est soutenir une chose et son contraire à la fois.

A travers le développement de son ambitieux réseau de distribution automatique de billets, en cours de déploiement dans le pays, le développement de ses solutions digitales afin de désengorger ses agences face à une clientèle en essor permanent, il est difficile de croire que cette banque fasse preuve d'un quelconque dysfonctionnement dans sa gestion.

Il faut souligner, avec ferveur, que BGFIBANK RDC SA a réformé totalement sa gouvernance depuis 2018. La banque est désormais détenue à 100% par BGFI Holding Corporation, sa maison mère.

A cet effet, elle a entamé cette même année la procédure de l'obtention de sa « Certification AML 30000 » sur la base de son dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, mis en place afin de clore totalement et définitivement son histoire avec le passé. Une Certification que la banque a finalement obtenue en 2020.

A noter que cette filiale du plus grand groupe bancaire panafricain d'Afrique Centrale, qui affiche un total bilan de plus de 7 milliards de dollars américains et des fonds propres de près de 800 millions de dollars US, n'a rien à craindre sur un probable résultat provisoire négatif, comme repris dans une

correspondance ordinaire de la Banque Centrale du CONGO.

En effet, convenez avec nous que la majorité des faits réchauffés et rapportés aujourd'hui dans les médias internationaux avaient déjà été publiés le 29 octobre 2016 dans le numéro du journal Belge « Le Soir », sur la base des révélations d'un ancien agent de la Banque.

Pourtant, plusieurs enquêtes menées par la Banque Centrale du Congo et les instances judiciaires compétentes - dont les autres sont encore en cours - ont prouvé que les événements sont bel et bien pris en charge par les instances judiciaires de la République Démocratique du Congo afin de lever tout équivoque sur ces dossiers et de définir les responsabilités de chacune des parties mises en cause dans ces affaires.

Qu'est-ce qui se cache derrière cette vaste campagne exercée contre la filiale congolaise de la BGFIBANK ? Difficile à comprendre.

Toujours est-il que les esprits illuminés continuent d'être surpris par l'acharnement de certains médias, tant nationaux qu'internationaux, sur le sujet. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on se retrouve donc en face d'un nouvel épisode de la manipulation économique concernant la fuite de la correspondance de la Banque Centrale du Congo à BGFIBANK RDC.

La coïncidence des faits intrigue. C'est la preuve évidente d'une volonté manifeste de ternir l'image de marque de la BGFIBANK RDC SA.

## BGFIBank : Le Groupe s'ancre dans la performance

Le panafricanisme, on le sait, a souvent gêné certains intérêts tapis à des sphères insoupçonnées. Et cela a instillé des hostilités qui ont abouti à l'assassinat de beaucoup d'élites africaines. Mais on serait doux rêveur, si l'on pense mortes les velléités d'avoir l'idéal panafricaniste. Pis, elles sont devenues plurielles et multiformes. Et le domaine où elles végètent est le monde des finances.

En fait, toute initiative visant à asseoir une entreprise performante estampillée panafricaine est sujette à une cabale de plus perverses. La preuve par la BGFIBANK, dont l'acuité managériale fait des jaloux. Lisez la suite...

### UNE SANTÉ FINANCIÈRE 2021 QUI REND MALADE

Si en relations humaines, les actes parlent mieux que les paroles, en activités bancaires, les chiffres parlent mieux que les mots. Et, l'année 2021 se déchiffre en épanouissement à BGFIBANK.

Le 22 octobre dernier, présidé par M. Henri-Claude Oyima, le Conseil d'Administration de BGFI Holding Corporation, procédant à l'arrêté des comptes semestriels au 30 juin 2021, a publié un tableau des états financiers éblouissant des performances adossées aux orientations du projet du groupe dit Dynamique 2025. Les résultats obtenus en cette première année de la marche vers l'objectif, ont fait l'accord des esprits compétents, bluffés par la vision managériale qui a

su naviguer avec aise, malgré les turbulences induites par le perturbateur minus du Covid-19 qui a pourtant terrassé beaucoup de séniors du milieu.

Le Groupe a pu ainsi consolider ses fonds propres dont la situation nette s'établit à 475 milliards FCFA, réhausser les encours de crédits à la clientèle de 5% et favoriser la croissance des dépôts de la clientèle de 5%.

### ADVERSITÉ DE RUMEURS

Le résultat net du Groupe a même augmenté de 88%, suscitant fierté et sentiment du travail bien fait chez les membres du groupe, mais aussi, donnant des urticaire à des concurrents éberlués qui n'ont plus que les rumeurs à distiller pour espérer atteindre

un adversaire qui les dépasse et qui n'a que faire de ces coups d'épée dans l'eau. Il a même fallu tordre la main aux responsables pour qu'ils publient un avis à la clientèle, tant ils estiment inutile de démentir des rumeurs dont le propre est de ne pas exister.

D'ailleurs, les réseaux sociaux, cette rue des herbes folles, utilisés pour véhiculer ces contrevérités, ne pouvaient résister à la constance des chiffres assis par la BGFIBANK.

### CARTE D'IDENTITÉ BANCAIRE

La BGFIBANK, qui a démarré en début 2021 son nouveau Projet d'entreprise « Dynamique 2025 », est un Groupe financier international

multi-métiers alliant solidité financière, stratégie de croissance durable et maîtrise des risques, avec l'ambition d'être la banque de référence sur ses marchés. Il accompagne ses clients particuliers, entreprises et institutionnels dans une relation durable, avec une gamme de produits et services élargie.

En effet, 2.206 collaborateurs présents dans onze pays accompagnent au quotidien une clientèle diversifiée au Gabon, au Congo, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en France, en Guinée Équatoriale, au Bénin, à Madagascar, en République Démocratique du Congo, à Sao Tome-et-Principe et au Sénégal.

TIRÉ DE AFRIQUEMIDI.COM

# Gratuité de l'enseignement de base : la Cénco et Tony Mwaba fument le calumet de la paix

Entre la Cénco (Conférence épiscopale nationale du Congo) et le Gouvernement, représenté pour la circonstance par le ministre de l'ESPT (Enseignement primaire, secondaire et technique), l'heure est à l'harmonisation des vues autour de la poursuite de la gratuité de l'éducation de base, sans pour autant brader la qualité de l'enseignement. Après les négociations de Mbuela Lodge, dans la province du Kongo Central, les deux parties ont décidé de fumer le calumet de la paix. La Cénco et l'EPST ont désormais les regards fixés sur le même objectif : assurer la gratuité et éviter le naufrage du système éducatif congolais.

ECONEWS AVEC ACTU7.CD

La gratuité de l'éducation de base ne sera jamais boycottée. Elle ne va pas non plus être sabotée par la Cénco (Conférence épiscopale nationale du Congo). Entre le clergé catholique et les autorités de l'EPST, tous les malentendus semble avoir été dissipés. Après les assises de Mbuela Lodge, toutes les parties ont décidé de se faire de concession mutuelle pour faire avancer le système éducatif congolais.

Le ministre de l'EPST,

Tony Mwaba, et la Cénco sont parvenus à un compromis « pour sauver la gratuité de l'enseignement de base en République Démocratique du Congo (RDC) ». C'était lors de la réunion du Comité permanent des prélats catholiques, tenue le mercredi 24 novembre à Kinshasa.

« Il était question d'harmoniser les choses pour sauver la gratuité de l'enseignement étant donné que l'Eglise catholique est un partenaire privilégié de mon secteur. On a essayé de clarifier un certain nombre de points de



Tony Mwaba, ministre de l'EPST

vues qui, faute de dialogue, a fait que des médias font circuler des fausses informations », a déclaré le professeur Tony Mwaba. Et d'ajouter : « Il était également l'occasion d'éclaircir les pères évêques sur d'autres points qui étaient inconnus. Nous avons eu à planifier ensemble certaines questions qui nous préoccupent afin de consolider la gra-

tuité de l'enseignement et dissiper tout malentendu ».

Au sortir de ces échanges, le ministre Tony Mwaba a tenu à lever toute équivoque, rappelant qu'il n'y avait aucun problème entre l'église et son ministère.

Les contradictions et incompréhensions qui ont émaillé ce processus appartiennent désormais au passé, a tenu à

assurer le ministre Tony Mwaba. « Je ne peux à aucun jour parler mal contre l'Eglise catholique ni sur une quelconque révision de la convention qui nous lie », a-t-il souligné.

Il faut reconnaître que l'Eglise catholique au Congo a engagé un sérieux bras de fer avec le Gouvernement depuis la rentrée scolaire du 4 octobre 2021. Par principe, l'Eglise catholique au Congo s'est farouchement opposé à la gratuité de l'enseignement de base telle que menée par le Gouvernement, craignant ses graves conséquences dans la qualité de l'enseignement.

Ainsi, après presque deux mois de paralysie dans le secteur public de l'EPST, le Gouvernement a finalement accepté, ai terme des pourparlers de Mbuela Lodge, à assouplir le système de la gratuité de base. Ce qui a finalement favorisé la reprise normale des cours sur l'ensemble du territoire national.

# Restitution des biens coloniaux : Bruxelles répond favorablement à l'appel de Kinshasa et se dit prêt à coopérer

ECONEWS AVEC LA LIBRE BELGIQUE AFRIQUE

La Belgique est prête à examiner, de commun accord avec les autorités congolaises, la restitution de la totalité des biens et œuvres d'art issus de la colonisation de l'ex-Congo belge en possession des institutions fédérales, a indiqué mercredi le secrétaire d'Etat belge à la Politique scientifique, Thomas Dermine, en visite en République Démocratique du Congo (RDC).

Le gouvernement fédéral a lancé début juillet un vaste chantier d'étude sur la provenance des biens – spoliés ou non – issus de la colonisation du Congo ex-belge. Ce cadre a été fixé, avec une belle unanimité des sept partis formant la coalition Vivaldi, pour préparer la restitution de ces biens, qui pourrait concerner des milliers d'objets dans les prochaines années.

« Ce cadre, qui doit encore être traduit en projet de loi et approuvé, peut-être avant la fin de l'année, par la Chambre, est « précurseur » par rapport à ceux existants dans d'autres pays ayant une histoire coloniale, comme la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni », a assuré M. Dermine.

Il concerne « à priori 100% des œuvres » en pos-



Le secrétaire d'Etat belge à la Politique scientifique, Thomas Dermine, de passage au Musée national de la RDC.

session des institutions fédérales, – dont le principal est l'Africa Museum de Tervuren, mais aussi le Musée des Sciences naturelles de Bruxelles, dépendant de l'Institut (IRSB) –, a expliqué le secrétaire d'Etat lors d'une rencontre à Kinshasa avec quelques journalistes.

« On reconnaît ainsi que le régime colonial (l'Etat indépendant du Congo, EIC, a été la propriété personnelle du roi Léopold II de 1885 à 1905, avant de devenir colonie belge jusqu'au 30 juin 1960, date de l'indépendance du pays) était inégalitaire », a ajouté M. Dermine à l'issue d'une visite aux réserves du Musée national de la RDC (MNRDC) au Mont-Ngaliema, en compagnie de la ministre de la Coopération au développement, Meryame Kitir.

L'adoption de cette loi sur la restitution doit ensuite

permettre l'ouverture de discussions avec les autorités congolaises – les interlocuteurs restent à définir – concernant les modalités.

Une éventuelle restitution, dont l'ampleur et les modalités doivent faire l'objet d'un accord avec Kinshasa, se fera de façon concertée et sans précipitation, laissent entendre les autorités congolaises.

Selon M. Dermine, les choix seront effectués par une commission mixte belgo-congolaise, qui devra notamment faire la distinction entre la restitution matérielle (à la RDC) ou la possession juridique et physique (qui pourrait demeurer en Belgique si les conditions de conservation ne permettent pas un rapatriement dans l'immédiat, comme le soulignent certains intellectuels congolais).

L'essentiel de ces biens se trouve à l'Africa Museum

de Tervuren, institution fédérale. Quelque 128.000 objets sont recensés, provenant à 85% de la RDC, en grande majorité des objets de la vie quotidienne, rassemblés depuis la création de l'EIC). Le musée évalue à 1% la part issue de pillages, à 58% la part appropriée correctement, le reste devant faire l'objet d'une étude de provenance.

Le directeur de l'Africa Museum, Guido Gryseels, a pour sa part chiffré mercredi à 2,5 millions d'euros sur quatre ans le montant de ces études.

## A L'INSTAR DU BÉNIN

A l'instar du Bénin, qui vient d'obtenir de la France la restitution d'une partie de ses œuvres d'art, vendredi dernier en Conseil des ministres, le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a exprimé d'engager des discussions avec la Belgique, sa puissance coloniale, pour obtenir les mêmes faveurs.

Fort du thème de son mandat à l'Union africaine intitulé « Art, culture et patrimoine : leviers pour construire l'Afrique que nous voulons », le Président de la République a souligné l'opportunité d'aborder la question du recouvrement de notre patrimoine, notamment avec le Musée royal d'Afrique centrale de Tervuren, qui regorge une grande quantité

d'une valeur inestimable de nos plus belles œuvres.

Saluant la coopération des autorités belges, il a insisté sur la nécessité de voir ce processus de rapatriement se libérer de toute passion et s'inscrire sur une nouvelle politique culturelle fondée sur le respect mutuel.

Le Président de la République est d'avis que « le retour de ces œuvres redonnerait non seulement aux Congolais, mais aussi aux Africains l'affirmation de leurs identités. Il encouragera la compréhension mutuelle et permettra d'animer un dialogue interculturel et intergénérationnel ».

Pour y parvenir, le Président de la République a demandé au Premier ministre de créer une Commission nationale de politique commune sur le rapatriement du patrimoine culturel congolais. Cette Commission devrait inclure toutes les parties prenantes, notamment les ministères impliqués, des experts, des scientifiques, des chefs coutumiers, des autorités traditionnelles, monarques, etc., avec l'objectif de « mener des discussions approfondies sur la mise en œuvre d'une politique nationale cohérente sur la stratégie du rapatriement et les préalables requis pour la réussite d'une réappropriation et valorisation de notre patrimoine ».

# Construire une industrie des batteries électriques en RDC : la FEC adhère sous condition

**C'est hier jeudi que s'est clôturé à Kinshasa le « DRC Africa Business Forum ». Pour le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, ce forum était l'occasion de mobiliser l'Afrique dans la mise en place d'une chaîne de valeur régionale dans la fabrication des batteries électriques, alors que le monde se bat contre le réchauffement climatique. Pays partageant les principales composantes de ces batteries, essentiellement le cobalt, le président zambien Hakainde Hichilema a été associé à ce forum. A Kinshasa, le patronat congolais regroupé autour de la FEC, adhère à ce projet et veut cependant s'assurer « dès le départ de la participation des nationaux au capital de ces entreprises communes ».**

F.K.

Le « DRC Africa Business Forum » a vécu. C'est hier jeudi, que s'est clôturé ce forum, une première en son genre sur le sol congolais. Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, qui a parrainé ces assises, s'est fixé de grands objectifs. Le plus important, selon lui, est d'amener toute l'Afrique à mutualiser ses efforts dans la fabrication des batteries électriques qui devient de plus en plus un enjeu mondial dans la longue lutte contre le réchauffement climatique.

Avec ses immenses réserves en cobalt et en lithium, deux grandes composantes de batteries électriques, la RDC s'est fixée l'ambition de se lancer dans la fa-

brication des batteries électriques. A cet effet, Félix Tshisekedi a appelé l'Afrique à se mobiliser autour de la République Démocratique du Congo pour gagner ce pari.

En organisant le « DRC Africa Business Forum », Kinshasa cherche à développer une chaîne de valeur régionale autour de l'industrie des batteries et un marché des véhicules électriques et des énergies propres, mais aussi de rassembler des parties prenantes de haut niveau en vue de dialoguer, d'identifier les opportunités et de faciliter les investissements pour augmenter la part de l'Afrique dans la chaîne de valeur des batteries, des véhicules électriques et des énergies renouvelables.

A ce propos, dans le discours qu'il a prononcé pour la

circonstance, Félix Tshisekedi a invité ses homologues africains à construire ensemble cette industrie qui offre plusieurs opportunités, notamment l'amélioration du taux de desserte en électricité et à l'industrialisation. « Je voudrais inviter mes homologues africains à saisir l'occasion qui s'offre à notre continent, celle de construire ensemble l'industrie des batteries électriques dont le marché des véhicules représente 8.800 milliards USD d'ici 2025 et 46.000 milliards USD en 2050. Cette occasion est à saisir pour chasser l'obscurité en Afrique avec les batteries du futur qui permettront de stocker jusqu'à 500 mégawatts et améliorer ainsi le taux de desserte en électricité nécessaire, à l'industrialisation et au confort domestique », a lancé Félix Tshisekedi.

Convaincu que cette initiative permettra à l'Afrique de gagner ensemble, le Chef de l'Etat a salué l'étude menée par Bloomberg « sur la fabrication des éléments précurseurs qui entrent dans la fabrication des batteries utilisées dans les véhicules électriques et dans la chaîne de production des énergies renouvelables ». « Cette étude confirme que la République Démocratique du Congo est au centre de la production des batteries électriques et doit non seulement prendre le leadership de la production régionale, mais aussi et surtout concevoir le marché et nous permettre de résoudre la question de la pauvreté de nos populations. Il en ressort que la République Démocratique du Congo est plus compétitive par rapport aux autres pays du monde en termes de production. Le développement d'une mine de lithium à côté de celle du cobalt déjà existant va renforcer la position de la République Démocratique du Congo comme meilleure destination des investissements », s'est-il réjoui.

## LA FEC SE RÉSERVE, JULIEN PALUKU OPTIMISTE

De son côté, le patronat congolais, représenté par son président, Albert Yuma Mulimbi, s'est dit prêt à adhérer à la vision du Gouvernement. La FEC (Fédération des entreprises du Congo) veut cependant s'assurer « dès le départ de la participation des nationaux au capital de ces entreprises communes », prônant un « protectionnisme africain », avant de « s'ouvrir aux autres ».

Placé au centre de cette initiative, le ministre de l'Industrie, Julien Paluku, ne cache pas son optimisme, au regard de l'engagement qui se crée autour de ce projet.

« Les engagements sont forts ! », s'est réjoui Julien Paluku, interrogé par RFI. « Nous étions en négociation déjà avec la Fédération des entreprises du Congo et avec la Gécamines pour que la première usine-pilote soit basée à Lubumbashi. Et les entreprises minières sont prêtes à pouvoir approvisionner cette usine de production en matière première. Tous les financiers du monde ont signé l'engagement de pouvoir nous accompagner dans la mise en place de ce nouveau rêve », note Paluku.

L'étude de Bloomberg le rassure : « Imaginez-vous que l'étude qui a été réalisée par Bloomberg démontre qu'un investisseur en RDC coûte à l'investisseur 39 millions de dollars US, alors qu'aux États-Unis le même investissement coûte 117 millions de dollars US ! Donc, ce sont des indicateurs comme ça que nous mettons à la disposition du monde, pour créer ce sentiment d'attraction vers la République Démocratique du Congo ».

# Désordre et anarchie dans les mines congolaises : la grande purge arrive

ECONEWS

Le Gouvernement veut mettre fin au désordre qui règne dans le secteur minier. On s'attend à une grande purge pour séparer le bon grain de l'ivraie. Vendredi dernier en Conseil des ministres, le Président de la République Félix Tshisekedi, a donné des instructions claires au Gouvernement, particulièrement à la ministre des Mines, à engager des actions idoines pour mettre fin à l'anarchie dans les mines congolaises.

Invitée de la radio Top Congo Fm, Antoinette N'Samba Kalambayi, ministre des Mines, annonce de grandes manœuvres pour un secteur minier sain.

## « LE MAL EST PROFOND »

D'entrée de jeu, Mme la ministre note que « le mal est profond (...) Il y a un vrai désordre dans le secteur des mines. Tout le monde est présent. Il y a des policiers, des militaires, des gouverneurs de province, etc. Mais, nous allons lentement mais sûrement remettre de l'ordre dans ce secteur ».

« Nous étions dans un système où l'intérêt du peuple n'était pas du tout une priorité.

Le secteur minier était l'affaire d'un groupe de gens. On pouvait avoir des titres miniers sans payer les droits de l'Etat. Nous avons trouvé une situation de non Etat dans ce secteur. Les gens travaillaient pour profiter seuls des richesses du pays, oubliant que c'est pour l'intérêt général », s'est-elle indignée.

Comment inverser cette tendance ? Le Gouvernement y travaille, promet Mme la ministre. « C'est peut-être dans un avenir proche que nous allons couvrir ce grand fossé et jouir du travail que nous abattons aujourd'hui », promet-elle, rappelant que l'itinérance qu'elle venait d'effectuer dans les provinces minières de la RDC lui a permis de cerner le problème. « Nous avons commencé notre itinérance pour palper la réalité du terrain mais aussi pour sensibiliser les fonctionnaires de l'administration des mines sur le Règlement et au Code miniers ».

Le cas du Grand Katanga est flagrant, sans oublier les provinces de l'Est de la RDC. « Après notre itinérance au Katanga et à l'Est du pays, nous avons constaté que la majorité des exploitants n'ont pas de permis d'exploitation. Ils n'ont que des



La ministre Antoinette N'Samba

permis de recherche qui ne leur donnent pas du tout le droit d'exploiter les minerais. Normalement, après avoir découvert un gisement sur la base du permis de recherche, l'entreprise doit revenir vers l'Etat pour solliciter un permis d'exploitation. Malheureusement, la majorité de ces entreprises minières exploitent illégalement sans permis d'exploitation ».

## 300 PERMIS ILLÉGAUX SUSPENDUS

Avec la nouvelle dynamique qui se met en place, 300 permis illégaux ont été suspendus. « Aujourd'hui, je viens de déchoir 300 permis aux exploitants. Selon la loi, les bénéficiaires de ces permis ont le droit d'intro-

duire un recours endéans 30 jours. Après, nous allons maintenant examiner leurs recours. Quand c'est assez flou, nous allons procéder au retrait de ces permis. Donc, on pourrait désormais lancer un appel d'offre avec le premier Ministre, parce que c'est comme s'ils ont obtenu les permis de l'Etat mais ils n'en ont rien faire ».

Avec le travail de monitoring qui se met en place, la peur commence à gagner tous ceux qui opéraient en dehors de la loi, souligne la ministre des Mines.

« Les gens ont maintenant peur ont peur de venir s'aventurer dans le secteur des mines. Et jusqu'à ce moment, nos équipes sont sur le terrain pour rechercher et établir les infractions. Ils vérifient dans les sites miniers si ce sont réellement les exploitants artisanaux et qu'il n'y a pas d'expatriés dans les zones d'exploitations artisanales. Si on les y trouve, ils seront directement arrêtés parce que l'exploitation artisanale est exclusivement réservée aux locaux ».

Le plus important, pense-t-elle, est de revenir à la loi : « La loi recommande aux exploitants artisanaux de se réunir pour créer une coopérative mi-

nière. Le ministère va leur octroyer les documents de coopérative minière et une zone d'exploitation artisanale, mais malheureusement cette règle n'a pas été respectée durant plusieurs années. Aujourd'hui ceux qui créent des coopératives minières ne sont pas d'exploitants artisanaux ».

Quoi qu'il en soit, Mme Antoinette N'Samba pense que la relance de l'industrie congolaise est encore possible. « C'est facile de relancer les entreprises minières si tout revient sur le droit chemin. Au Congo, nous n'avons pas une politique de stratégie minière, comme c'est le cas par exemple des pays producteurs du pétrole. Ils savent exactement la quantité de leur réserve, ce qui est destiné à l'usage local, l'exportation, etc. ». La ministre des Mines y travaille : « J'ai mis en place une commission qui travaille sur la politique minière idéale pour la RDC (...) Avant de définir une politique minière pour notre pays, nous devons connaître la réserve minière que nous avons. Depuis l'indépendance de notre pays, jusqu'à ce jour, nous ne le savons pas ».

# Abidjan accueille du 1<sup>er</sup> au 3 décembre le Forum sur l'investissement en Afrique 2021

La Banque africaine de développement (BAD) organise, du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2021 à partir de son siège d'Abidjan (Côte d'Ivoire), le Forum sur l'investissement en Afrique. Selon la BAD, plusieurs milliards de dollars américains supplémentaires en nouveaux investissements sont attendus pour le continent. Besoin de plus de mobiliser les pays africains à rationaliser cette manne financière.

## ECONEWS

Les «Journées du marché» de l'édition 2021 du Forum sur l'investissement en Afrique, l'une des initiatives phares de la Banque africaine de développement (BAD), devraient attirer des milliards de dollars US d'investissements pour des projets de développement stratégiques sur le continent. Le forum annuel est devenu un cadre privilégié au sein duquel la banque réussit à attirer des investissements essentiels pour répondre aux besoins du continent, notamment en matière d'infrastructures, d'agriculture et de systèmes de santé, en particulier au moment où l'Afrique tente de se remettre des effets de la pandémie de Covid-19.

Le succès croissant du Forum sur l'investissement en Afrique va dans le sens de l'exhortation faite aux investisseurs par le président de la Banque africaine de développement, M. Akinwumi A. Adesina, qui a déclaré que l'Afrique devait être considérée aujourd'hui comme la frontière mondiale de l'investissement.

La troisième édition des «Journées du marché» du Forum pour l'investissement en Afrique aura lieu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2021, dans un format hybride. Une hausse de la demande d'investissement est prévue.

En effet, les «Journées du marché» n'ont pas eu lieu en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19. L'édition 2021 aura pour toile de fond la persistance de la pandémie, ainsi que les négociations sur le climat récemment conclues à la COP26 à Glasgow, en Ecosse. Ces deux événements ont souligné l'urgence de transformer les défis de l'Afrique en opportunités d'investissement.

En outre, un consensus croissant se dégage autour de l'idée que le secteur privé sera indispensable pour donner l'ampleur et la rapidité nécessaires à l'élimination urgente des goulots d'étranglement dans de nombreux secteurs.

## LES GRANDES ATTENTES

Les «Journées du marché 2021» comprendront des sessions dans le style d'un conseil d'administration, uniques en leur genre, au cours desquelles des développeurs de projets et des investisseurs — y compris des fonds de pension, des fonds souverains et des sociétés de capital-investissement — examineront des projets, notamment dans les secteurs des soins de santé, de l'énergie et du climat, de l'agroalimentaire, des TIC et des télécommunications.

L'équipe du Forum sur l'investissement en Afrique de la Banque africaine de développement a donné un aperçu de plusieurs transactions potentielles



lors de tables rondes d'investisseurs organisées virtuellement en septembre, octobre et novembre. L'équipe du Forum pour l'investissement en Afrique de la Banque africaine de développement a présenté en avant-première plusieurs opérations susceptibles d'être réalisées dans les salles de réunion lors de tables rondes d'investisseurs organisées virtuellement en septembre, octobre et novembre.

Les «Journées du marché 2021» présenteront ces investissements. L'un d'eux est un investissement potentiel dans la construction d'une usine de production de vaccins homologuée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Afrique de l'Est, pour un montant de 45 millions de dollars US. L'usine sera capable de produire trois types de vaccins de manière routinière, dont un pour le Covid-19.

Une autre opération — dans le secteur de l'agro-industrie — concerne le développement d'une entreprise de production et de conditionnement de lait en Afrique australe. Les promoteurs du projet ont conclu un contrat de vente de la production de lait avec une grande entreprise internationale du secteur de l'alimentation et

des boissons. L'opération, évaluée à 50,2 millions de dollars US, présente une valeur stratégique pour le gouvernement hôte en matière de création d'emplois et de développement des compétences.

Les sessions de Conseil d'administration, au cours desquelles les accords seront conclus, présenteront également des projets dirigés par des femmes et représentatifs des industries créatives africaines.

Au cours des trois jours que durera l'événement, des sessions plénières seront également organisées pour discuter de la manière de mobiliser les financements institutionnels, du rôle des innovations de rupture telles que les technologies financières et les cryptomonnaies, et de la valeur des femmes en tant que championnes de l'investissement.

Les «Journées du marché 2021» reviendront sur les réalisations et les faits marquants de la deuxième édition, qui s'est tenue à Johannesburg (Afrique du Sud) en 2019. À l'époque, cinquante-sept transactions d'une valeur d'environ 68 milliards de dollars ont été examinées, dont un projet

stratégique de développement du gaz naturel liquéfié au Mozambique, qui représente le plus grand investissement étranger direct d'Afrique.

La journée de clôture du forum dévoilera les résultats des «Journées du marché 2021». Le mécanisme de suivi des transactions du Forum sur l'investissement en Afrique permet de suivre l'évolution des engagements pris par les investisseurs au cours du forum et de déterminer la voie à suivre pour les concrétiser.

La Banque africaine de développement a lancé le Forum sur l'investissement en Afrique en 2018 avec sept autres partenaires fondateurs, à savoir l'Africa 50, la Société financière africaine, la Banque africaine d'import-export, la Banque de développement de l'Afrique australe, la Banque de commerce et de développement, la Banque européenne d'investissement et la Banque islamique de développement.

Le Forum sur l'investissement en Afrique compte 118 transactions dans son pipeline, provenant des huit membres fondateurs, pour une valeur d'investissement de plus de 110 milliards de dollars US.

# Migrants de Calais : le cardinal Robert Sarah appelle à aider l'Afrique pour éviter les drames

## ECONEWS AVEC EUROPE 1

Au moins 27 migrants ont péri mercredi dans le naufrage de leur embarcation au large de Calais.

Invité de Sonia Mabrouk sur Europe Matin jeudi, le cardinal guinéen Robert Sarah, auteur de «Pour l'éternité» aux éditions Fayard, est revenu sur ce drame, le plus meurtrier depuis l'envolée en 2018 des traversées migratoires de la Manche.

## «LUTTER CONTRE CE MAL À LA RACINE»

«Ma réaction est une révolte. Il y a une triple trahison. On retire des jeunes d'Afrique,

des intelligences, des forces vives, qui sont arrachés de leur pays. Ensuite, on présente à ces jeunes l'Europe comme l'Éldorado, on leur dit qu'ils auront tout, alors que ce n'est pas vrai. Et enfin, on ne réagit pas contre les passeurs qui profitent de leur naïveté et les font succomber en pleine mer. Il faudrait lutter contre ce mal à la racine et présenter l'Europe comme elle est, avec ses difficultés aussi», a-t-il estimé.

Selon lui, il est faux de croire que les frontières n'existent pas. «L'important est d'aider l'Afrique à se développer sur place, et faire que ces jeunes trouvent du travail et



Le Cardinal Robert Sarah

restent chez eux», a-t-il poursuivi. «On doit leur dire de servir leur pays et leur continent». Il a également affirmé que si l'Europe continue en ce sens, «elle sera envahie par

une population étrangère».

Un risque de «basculément» est alors possible pour le cardinal Robert Sarah. «Quelle nation ne conserve pas précieusement son héri-

tage ?», a-t-il interrogé.

«Mon idée est que chacun garde ses racines, sa richesse culturelle, historique, et le communique à ses enfants. C'est ce que nous avons tous reçu», a-t-il affirmé, comparant la situation de l'Europe à une «autodestruction». «J'espère que l'Europe prendra conscience qu'il faut quand même discerner et évoluer avec intelligence, tout en gardant sa tradition».

«La France ne laissera pas la Manche devenir un cimetière», a affirmé Emmanuel Macron en demandant le «renforcement immédiat des moyens de l'agence Frontex aux frontières extérieures» de l'UE.

## Lutte contre la COVID-19 : la RDC pourrait bénéficier de 210 millions de dollars américains du Fonds mondial

Depuis quelque temps, on observe en République Démocratique du Congo, en général, et, à Kinshasa, en particulier, un relâchement des gestes barrières dans le cadre de la lutte contre la pandémie à Covid-19. Face à cette situation, la direction de la clinique Ngaliema vient, pour sa part, de lancer un cri d'alarme en invitant tous ses agents à la prudence et au respect des gestes barrières. Par ailleurs, elle encourage tout le personnel à se faire vacciner afin d'optimiser l'acquisition d'une immunité collective. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'apport du Fonds mondial à la RDC.

VÉRON KONGO

Le gestionnaire de portefeuille pour le Fonds mondial de lutte contre le Vih, la tuberculose et le paludisme en République Démocratique du Congo, Nicolas Farcy, a été récemment l'hôte du ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Jean-Jacques Mbungani.

Au cours de leur échange, les deux personnalités ont évoqué l'apport du Fonds mondial de lutte contre les différentes maladies, la mise en œuvre de cette subvention ainsi que la nouvelle allocation qu'il propose mettre

à la disposition de la RDC dans le cadre de la pandémie à covid-19.

« Nous avons discuté de la nouvelle allocation proposée par le Fonds mondial dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 avec un total de 210 millions de dollars américains mis à la disposition de la RDC, mais, nous avons aussi abordé la question liée aux investissements domestiques dans le cadre de la santé, surtout qu'actuellement le budget 2022 est en discussion. Nous espérons que les investissements du pays seront encore renforcés dans le cadre de la santé afin de remplir



Jean-Jacques Mbungani, ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention

les engagements du pays en termes de contreparties financières du Fonds mondial », a déclaré Nicolas Farcy.

### Quid du Fonds mondial ?

Le Fonds mondial appuie la République Démocratique du Congo dans la lutte contre les maladies telles que la malaria, la tuberculose et le VIH. Aujourd'hui, cette organisation internationale ap-

porte son soutien à la lutte contre la COVID-19.

En tant qu'organisation internationale, il mobilise et investit plus de quatre milliards de dollars américains chaque année afin de venir à l'appui de programmes dirigés par des spécialistes locaux de plus de 100 pays.

En partenariat avec les autorités publiques, la Société civile, les institutions techni-

ques, le secteur privé et les personnes touchées par les maladies, le Fonds mondial s'attaque aux obstacles et encourage l'innovation.

## Budget 2022 : les professionnels de santé déplorent le silence du gouvernement à leur égard

VÉRON K.

En arrêt de travail depuis près de quatre mois, les professionnels de santé se disent abandonnés à leur triste sort et perdent espoir. Face au silence du gouvernement dans la résolution de leurs revendications, ils se déclarent « esclaves professionnels » et décident de poursuivre la grève.

Entre-temps, la population en pâtit et ne sait à quel saint se vouer pour bénéficier des soins de santé. Car, l'absence très remarquable d'infirmiers dans des hôpitaux et centres de santé de l'Etat désarticule totalement le système sanitaire.

### MAUVAISE FOI

Plus d'un observateur s'interrogent sur l'indifférence du gouvernement aux revendications des professionnels de santé. En effet, tout au début de la grève, l'Etat-employeur avait eu l'ingénieuse idée de constituer une commissaire pa-



ritaire devant se pencher sur les doléances lui présentées. Les travaux ont pratiquement accouché d'une souris suite au refus du gouvernement de signer le protocole d'accord conclu à cet effet.

Pour les grévistes, l'approbation de ce document est la condition sine qua non avant toute reprise de travail.

Se rabattant sur le budget 2022, le gouver-

nement a posé un acte jugé salvateur en associant les délégations syndicales des professionnels de santé aux travaux de la conférence budgétaire. Bien que les prévisions aient alloué à la santé un taux de croissance de 10%, les prestataires de santé, associés aux travaux préliminaires, se déclarent oubliés parce que ne figurant dans aucune des af-

fectations relatives au budget réservé à la santé.

Face à cette situation, les professionnels de santé qualifient de mauvaise foi le comportement qu'affiche le gouvernement à leur endroit. Ayant perdu espoir, ils persistent dans leur position de poursuivre la grève jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée à leurs revendications.

Si le gouvernement arrive à résoudre, tant soit peu, les problèmes sociaux qui se posent dans d'autres secteurs, il n'y a aucune raison qu'il ne puisse faire autant pour les professionnels de santé, fait-on observer. Car, bien que confronté aux difficultés de tous ordres, le gouvernement est appelé à accorder priorité aux problèmes sociaux.

De cette manière, pense-t-on, il évoluerait dans le sens de la vision du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, qui, non seulement, place une personne humaine au centre de tout, mais tient à faire de la santé son cheval de bataille. Cela suppose que les prestataires de santé doivent bénéficier de bonnes conditions de travail en cette période de crise sanitaire afin de les épargner des risques dans l'exercice de leur profession. L'Etat-employeur doit donc avoir beaucoup d'égards à leur endroit.

# Le « Matatisme », hier symbole de rigueur dans la gestion, aujourd'hui, preuve de courage politique

**Présenté hier comme une philosophie qui prône la promotion du binôme bonne gouvernance et leadership fort dans la voie du progrès, le « Matatisme » a pris aujourd'hui une autre dimension. C'est le symbole du courage politique lorsqu'on croit en ses convictions. Papy Tamba, analyste politique, le démontre de plus belle manière.**

**I**l faudra le rappeler dès l'abord que Matata Ponyo était en Guinée, quand a commencé cette vaste blague de ses ennuis judiciaires. Déjà à cette époque, la justice avait entaché sa réputation sur des dossiers politiques.

Des hauts responsables de sécurité étaient même partis en exil pour échapper à des sanctions boutiquées d'avance par des laboratoires connus de tous. La version officielle donnait pour mort par suicide un général qui était aussi sous la coupole des poursuites judiciaires.

Mais Matata Ponyo Mapon, en homme libre depuis la Guinée, a fait le chemin inverse. Il est revenu dans son pays pour affronter les fausses accusations portées contre sa personne.

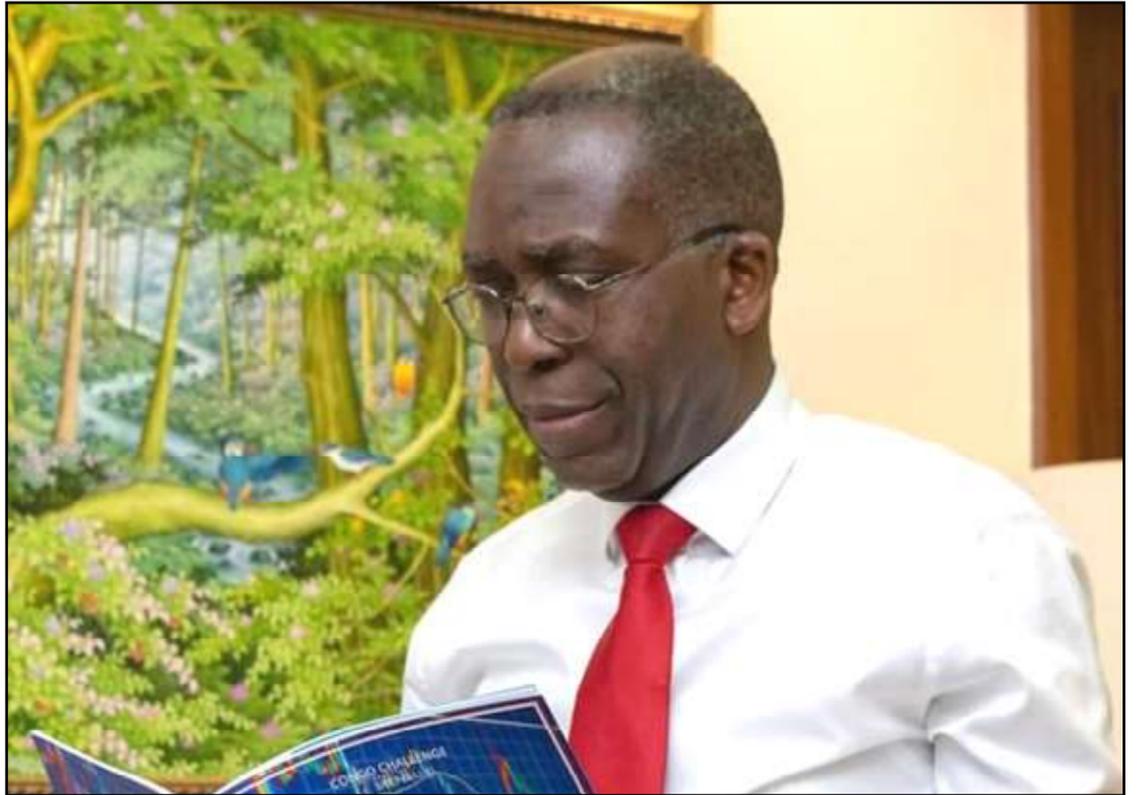
En observant de plus près la manière dont sont gérées les choses par les officines qui agissent dans l'ombre, l'instrumentalisation de notre justice divise les Congolais en

deux camps : le camp du loup et celui des agneaux.

Le loup impose et s'impose, lorsque les agneaux subissent. Mais le « Matatisme » impose aujourd'hui une autre règle. Les agneaux peuvent désormais croire à leur intégrité et se montrer courageux. Il y a toujours dans cet univers des forces inexplicables plus fortes que le loup.

Dès lors que ce monde n'a pas été créé par l'homme, le « Matatisme » impulse une nouvelle manière de voir les choses. La vérité que l'on défend courageusement impose ses biceps à la médisance et l'injustice. L'innocence est une vertu qu'aucune partie du loup ne peut édulcorer.

À ce sujet, Mark W.B. Brinton déclarait ce qui suit : « *La valeur d'un homme ne se mesure pas à son argent, son statut ou ses processions. La valeur d'un homme réside dans sa personnalité, sa sagesse, sa créativité, son courage, son indépen-*



*Relaxé par la Cour constitutionnelle, Matata Ponyo Mapon fait épreuve d'un courage énorme pour affronter la justice.*

*dance et sa maturité* ». C'est un peu tout cela qui résume le « Matatisme ».

Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, (alors qu'on a toutes les raisons de l'aimer), Augustin Matata Ponyo Mapon est un homme dynamique, sincères courageux, travailleur et honnête.

Comme toujours dans

ce bas monde, la réussite a son revers : la haine et la jalousie. Et il en fait souvent les frais. Mais à qui la faute ?

Les Congolais sont priés d'intégrer le « Matatisme » dans leurs mœurs et dans leurs habitudes. Le bien n'a pas d'odeur et n'a pas de couleur. « *Faire le bien sans chercher des récompenses; fuir*

*le mal sans craindre le châtiement : homme rare sous le ciel* », Confucius.

Objectivement, Augustin Matata Ponyo Mapon ne serait-il pas cet homme rare pour les Congolais ? À chacun sa conscience.

**PAPY TAMBA**  
ANALYSTE POLITIQUE

## « Congo hold-up » : une distraction de plus pour « semer la zizanie en RDC » (\*)

**M**algré ses défauts et des erreurs commises par son régime, et malgré le fait que les Congolais aient toujours faim après les 18 années de son pouvoir, nous devons objectivement reconnaître certaines réalités.

Joseph Kabila nous a légué ce qui vaut plus que tout : le Congo entier, uni, et non balkanisé; nous a laissé des institutions de la République stables et fonctionnelles; et, surtout, nous a permis de vivre l'expérience magnifique d'une transition pacifique de pouvoir au sommet de l'Etat.

Il nous a démontré : que nous pouvions organiser nos élections nous-mêmes, et les financer nous-mêmes, sans l'aide de la nébuleuse communauté internationale, afin de préserver notre souveraineté; que sans une observation biaisée ni certification intéressée de l'Union Européenne; nous étions un pays souverain, libre et indépendant, et non une chasse gardée de

qui que ce soit; qu'à ce titre, nous avions la liberté légitime de signer des partenariats gagnant-gagnant avec d'autres pays du monde qui nous offrent des meilleures opportunités; que nous pouvions gagner davantage sur nos minerais en dotant notre pays d'un Code minier plus favorable aux intérêts de notre peuple; que nous étions le grand Congo fier, et que nous n'avions pas besoin de l'aide internationale pour financer notre budget; que nous pouvions procéder à des appels d'offres internationaux pour des grands chantiers nationaux sans devoir attendre l'autorisation de qui que ce soit, et sans devoir nous justifier devant ceux qui se croient propriétaires du Congo.

Pour tout cela, en tant que patriote, nous ne pouvons que lui être reconnaissant et relativiser notre jugement à son endroit après avoir mis dans la balance l'actif et le passif.

Tout en appréciant à sa juste valeur l'enquête des 19



médias internationaux et cinq ONG, le peuple congolais leur sera plus reconnaissant encore s'ils pouvaient, puisqu'ils ont la capacité et la possibilité de se procurer des millions de documents bancaires, de nous dire combien de milliers de milliards de dollars US les gouvernements des pays occidentaux et leurs multinationales ont pompé de la RDC au cours des 30 dernières années. Ou encore, nous citer

les noms des sociétés établies en Occident, où la transparence et la bonne gouvernance sont la règle, dans lesquelles les minerais de sang pillés en RDC échouent.

Sans produire un tel document, il serait légitime de penser que le but final de leur « enquête » est seulement de semer la zizanie en RDC, de faire en sorte que les Congolais se cognent les têtes, et qu'ils soient distraits par rap-

port aux enjeux majeurs de la République.

Seuls les Congolais naïfs et politiquement immatures pourraient encore s'y laisser prendre.

Salutations patriotiques à tous.

**(\*) LE TITRE EST DE LA RÉDACTION CORNELLE MULUMBA MEMBRE CO-FONDATEUR DE L'UDPS.**

# Le Maroc et Israël signent un accord sécuritaire « sans précédent »

**Un an après la normalisation des relations diplomatiques entre les deux États, cet accord lance formellement leur coopération sécuritaire entre le Maroc et l'Israël.**

**ECONEWS AVEC LE POINT AFRIQUE**

Le Maroc et Israël ont conclu, le mercredi 24 novembre 2021, un accord de coopération sécuritaire « sans précédent » lors d'une visite historique à Rabat du ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, en pleine tension entre le royaume chérifien et son voisin algérien. L'accord-cadre a été signé par M. Gantz et le ministre délégué chargé de l'administration de la Défense nationale marocaine, Abdellatif Loudiyi. Il lance formellement la coopération sécuritaire « sous tous ses aspects » (planning opérationnel, achats, recherche et développement, formation) entre les deux pays, un an à peine après la normalisation de leurs relations, face aux « menaces et défis dans la région ».

## UN PAS SPECTACULAIRE

Ce protocole – le premier du genre avec un pays arabe, selon la partie israélienne – va notamment faciliter l'acquisition par le Maroc de technologies de la puissante industrie militaire d'Israël. « Il s'agit d'une chose très importante qui nous permettra [...] de lancer des projets

conjoints et favorisera les exportations israéliennes jusqu'ici », a souligné Benny Gantz. L'État hébreu est l'un des principaux exportateurs au monde de drones armés et de logiciels de sécurité comme le très controversé Pegasus de la société NSO.

Or les ventes de drones armés et de certaines technologies de pointe, à l'instar du logiciel espion Pegasus, doivent être approuvées par le ministère de la Défense dirigé par Benny Gantz.

Mis en cause, le Maroc nie catégoriquement avoir acheté ce logiciel et a annoncé avoir déposé des plaintes pour « diffamation » contre des médias ayant affirmé que Rabat s'en était servi pour infiltrer les téléphones de plusieurs personnalités publiques nationales et étrangères.

## UN RAPPROCHEMENT AU DÉFI DES TENSIONS RÉGIONALES

« Les relations avec le Maroc ne sont pas basées sur les ventes d'armes mais sur le renforcement à long terme de nos liens dans la région, qui sont la pierre angulaire de la sécurité d'Israël », a justifié un responsable israélien de la Défense sous couvert d'anonymat.



À Rabat, le ministre israélien de la Défense Benny Gantz a signé le document avec Abdellatif Loudiyi, ministre de l'Administration de la Défense du Maroc. © AFP

Le Maroc et Israël avaient déjà établi des relations diplomatiques au début des années 1990 avant que Rabat n'y mette fin au début de la seconde intifada, le soulèvement palestinien du début des années 2000.

Désormais alliés dans un contexte régional tendu, ils ont renoué des relations en décembre 2020 dans le cadre des « accords d'Abraham », processus de normalisation des relations entre l'État hébreu et des pays arabes soutenu par l'administration de l'ex-président américain Donald Trump.

En échange, Washington a reconnu la « pleine souveraineté » du Maroc sur le Sahara occidental, territoire disputé

avec les indépendantistes sahraouis du Front Polisario, soutenus par l'Algérie.

La visite de Benny Gantz intervient alors qu'Alger a rompu, en août, ses relations avec Rabat en raison « d'actions hostiles » du royaume et que le Front Polisario a décidé d'« intensifier » sa lutte armée contre le Maroc.

Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a réitéré lundi le soutien appuyé de Washington à Rabat sur la question du Sahara occidental, considérée comme une cause nationale au Maroc.

Pour Bruce Maddy-Weitzman, spécialiste des relations israélo-marocaines à l'uni-

versité de Tel-Aviv, la visite du ministre Gantz au Maroc en pleine tension entre les deux frères ennemis du Maghreb ne saurait être une pure coïncidence. « Il est possible que dans un contexte de tension Algérie-Maroc, les Marocains [...] désirent montrer au monde – à leur propre population, à leurs rivaux algériens et à l'Occident – qu'ils approfondissent leurs relations avec Israël, avec tout ce que cela implique », opine l'expert.

La visite de Benny Gantz se déroule toutefois dans une relative discrétion officielle et médiatique, la cause palestinienne recueillant la sympathie de la population et restant un facteur de mobilisation au Maroc.

Une coalition pro-palestinienne de partis et ONG de gauche ainsi que les islamistes du mouvement Justice et Bienfaisance ont appelé à un sit-in en fin d'après-midi devant le Parlement à Rabat pour dénoncer la normalisation avec Israël et la venue au Maroc du « criminel de guerre Gantz », chef d'état-major lors de la guerre meurtrière de l'été 2014 à Gaza.

Pour Bruce Maddy-Weitzman, le Maroc n'a pas abandonné la cause palestinienne, « mais a beaucoup d'autres intérêts, beaucoup d'autres bénéfices à tirer d'un recalibrage » de ses relations.

# Le Groupe Ecobank obtient de la BEI une facilité de crédit de 100 millions d'euros pour financer des PME

**ECONEWS AVEC APO**

Le Groupe Ecobank, premier groupe bancaire panafricain, a signé avec la Banque européenne d'investissement (BEI) un accord portant sur une facilité de crédit à long terme de 100 millions d'euros sur 9 ans. Le nouvel accord de coopération entre le Groupe Ecobank et la Banque européenne d'investissement pour soutenir les investissements du secteur privé en Afrique a été officiellement conclu à la Délégation de l'Union européenne (UE) au Togo à Lomé.

Cette facilité témoigne de la volonté du Groupe Ecobank et de la BEI de soutenir les investissements des entreprises en Afrique, en particulier dans les secteurs les plus touchés par la pandémie de Covid-19.

Ade Ayeyemi, directeur général du Groupe Ecobank, a précisé : « À Ecobank, nous sommes déterminés à proposer un ensemble d'initiatives

qui soutiennent la croissance et la réussite des petites et moyennes entreprises africaines et créent des opportunités d'emploi. C'est dans ce contexte que nous venons d'obtenir de la BEI une facilité de crédit qui, nous en sommes convaincus, aura un impact réel sur notre mission commune de développement des PME en Afrique. La facilité de 100 millions d'euros permettra le redressement des PME africaines après la pandémie de Covid-19, tout en leur donnant l'élan nécessaire pour saisir les immenses possibilités de croissance qu'offre le vaste marché unique de la Zone de libre-échange continentale africaine. Nous remercions la BEI pour son attention au continent et son engagement ».

Le vice-président de la Banque européenne d'investissement, Ambroise Fayolle, a indiqué : « La BEI, qui fait partie de Team Europe, travaille avec des banques et des partenaires financiers de premier plan

dans toute l'Afrique pour améliorer l'accès du secteur privé aux financements. Cette nouvelle coopération avec le Groupe Ecobank aidera, dans les prochaines semaines, les entreprises d'Afrique subsaharienne à mieux faire face aux défis liés à la pandémie de Covid-19 et à débloquent des opportunités économiques et sociales, en particulier pour les PME et les entreprises dirigées par des femmes ».

Le nouvel accord de coopération entre le Groupe Ecobank et la Banque européenne d'investissement pour soutenir les investissements du secteur privé en Afrique a été officiellement conclu à la Délégation de l'UE au Togo à Lomé, en présence de Koen Doens, directeur général des Partenariats Internationaux de la Commission de l'Union européenne (INTPA).

L'annonce a été faite à l'occasion d'une visite de Team Europe au Togo par Ambroise Fayolle, Vice-président de la BEI, Rémy Rioux, directeur général de l'Agence

française de développement et Koen Doens.

La facilité est répartie en trois régions : Afrique de l'Ouest et centrale, Afrique de l'Est et Afrique australe. Les fonds seront octroyés par l'intermédiaire des filiales Ecobank pour des projets d'investissement menés par des entreprises du secteur privé. La BEI a mis ce mécanisme à disposition par le biais de son initiative de réponse rapide à la Covid-19, pour les entreprises du secteur privé actives dans les secteurs productifs sélectionnés et employant moins de 3.000 personnes.

Le prêt de la BEI sera également assorti d'une assistance technique dans le cadre du programme AWRI (African Women Rising Initiative) de la BEI, qui prévoit une formation sur le financement destinée aux femmes et le renforcement des capacités de prêt aux femmes entrepreneurs, en parfaite adéquation avec l'initiative Ellevest de Ecobank qui accompagne

les entreprises axées sur les femmes sur tout le continent. Le Groupe Ecobank et la BEI reconnaissent qu'il est important de garantir l'accès aux financements des entreprises dirigées ou détenues par des femmes, en particulier en période d'incertitude économique et de pénurie d'investissements liée à la Covid-19.

D'autre part, le Groupe Ecobank et la BEI travaillent sur un accord concernant une facilité de partage du risque de 15 millions d'euros, financé par le Fonds européen de développement durable (FEDD) de l'UE, qui permettra d'octroyer 95 millions d'euros de prêts aux PME.

La nouvelle facilité de crédit fait suite à la signature par la BEI, en décembre 2020, d'un prêt de 12,5 millions d'euros au profit de Ecobank Malawi, en vue d'améliorer l'accès des PME du secteur agricole de ce pays aux financements destinés à l'expansion et à la modernisation de leurs équipements.

# Diplomatie : après la crise avec l'Australie, la France se tourne vers l'Indonésie

**Avec le revers subi face à l'Australie, Paris développe une nouvelle stratégie dans le Pacifique sud. Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, vient de boucler une visite de deux jours en Indonésie afin notamment de renforcer le partenariat stratégique datant de 2011.**

ECONEWS AVEC AFP

À la suite du revers infligé par l'Australie à sa stratégie indopacifique, le quai d'Orsay a décidé de revoir ses alliances dans la zone. La France s'est ainsi engagée dans un « partenariat renforcé » avec l'Indonésie, plus grand pays d'Asie du Sud-Est, a annoncé mercredi à Jakarta le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves le Drian.

Il a pour cela signé avec son homologue indonésienne Retno Marsudi « un plan d'action pour le renforcement de ce partenariat stratégique » datant de 2011, a-t-il indiqué au cours d'une visite de deux jours. La relation sera approfondie « dans la défense et les affaires maritimes, avec notamment la création d'un dialogue maritime bilatéral » en 2022, mais aussi dans la santé, l'énergie et le change-

ment climatique.

## VERS DES ACHATS D'ARMES

Jean-Yves le Drian a également rencontré mardi le ministre indonésien de la Défense, Prabowo Subianto, alors que l'Indonésie est en négociation depuis plusieurs mois pour l'acquisition de 36 Rafale. Jakarta est aussi intéressée par des sous-marins, corvettes et d'autres équipements militaires sur fond de tensions croissantes entre Pékin et les pays riverains de la mer de Chine méridionale.

La France a vu sa stratégie dans la région ébranlée par la rupture par l'Australie d'un contrat d'achat de sous-marins français et de l'annonce d'une alliance stratégique, nommée AUKUS, entre ce pays, les États-Unis et le Royaume-Uni. Depuis cette



Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et le président indonésien Joko Widodo, à Jakarta le 24 novembre 2021.

déconvenue, Paris veut renforcer son alliance avec ses partenaires anciens, Japon et Inde, mais aussi avec l'Indonésie, la Malaisie, le Vietnam, la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande et l'Asean.

Le moment n'est en outre pas choisi au hasard pour se tourner vers l'Indonésie. Le pays va, en effet, voir son poids diplomatique renforcé quand elle prendra la présidence du G20 en décembre tandis que la France

s'apprête en janvier à assumer la présidence de l'Union européenne (UE) au premier semestre 2022.

## LE DIFFÉREND SUR L'HUILE DE PALME

Le président indonésien Joko Widodo a d'ailleurs encouragé des relations plus étroites entre les deux pays, au cours de sa rencontre avec Jean-Yves Le Drian. Il a appelé à une accélération des né-

gociations pour un accord de libre-échange entre son pays et l'UE, mais mis en garde contre des mesures commerciales « discriminatoires ». « Je soutiens le commerce durable. Mais je conteste le fait que des problèmes environnementaux soient utilisés comme des barrières commerciales », a-t-il indiqué.

L'UE et l'Indonésie négocient depuis 2016 un accord commercial qui bloque notamment sur un différend sur l'huile de palme, dont l'Indonésie est le premier pays exportateur. L'Indonésie et la Malaisie s'opposent catégoriquement aux restrictions à l'utilisation d'agrocarburants à base d'huile de palme imposées par l'UE, pour lutter contre la déforestation. La visite du ministre français a tout de même débouché sur une lettre d'intention pour des financements de 500 millions d'euros pour la transition énergétique en Indonésie entre l'Agence française de développement, le monopole de l'électricité indonésien PLN et le gouvernement.

# Allemagne : accord gouvernemental pour ouvrir l'après-Merkel

ECONEWS AVEC AFP

Les sociaux-démocrates allemands, les Verts et les libéraux ont conclu mercredi un accord pour gouverner ensemble la première économie européenne et ouvrir une nouvelle ère après 16 années d'Angela Merkel.

Près de deux mois après les élections législatives marquées par un débâcle historique pour le camp conservateur de la chancelière, le social-démocrate Olaf Scholz va devenir le prochain chancelier de la première économie européenne, dans une alliance inédite avec les Verts et le parti libéral du FDP.

Ces trois formations ont conclu un « contrat » de coalition, intitulé « Oser plus de progrès. Alliance pour la liberté, la justice et la durabilité », qui fait la part belle à la protection de l'environnement, avec notamment une sortie du charbon anticipée à 2030, contre 2038 auparavant.

Parmi les autres mesures phares, que le nouvel attelage inédit au pouvoir en Allemagne, veut mettre en œuvre figurent notamment le retour à la rigueur budgétaire dès 2023 et la légalisation du cannabis.

Olaf Scholz, 63 ans, qui

doit être investi chancelier début décembre par les députés du Bundestag, doit maintenant présenter cet accord devant la presse.

L'Allemagne tournera alors la page des années Merkel, celle-ci n'assurant plus que la gestion des affaires courantes depuis un mois.

D'ores et déjà les Verts sont assurés d'accéder au ministère des Affaires étrangères ainsi que d'un « super » ministère du Climat et de l'Économie tandis que le FDP, très orthodoxe sur les comptes publics, détiendra la portefeuille des Finances.

## TAMBOUR BATTANT

L'accord de coalition a été ficelé à l'issue de négociations menées tambour battant.

Car le temps presse au moment où la pandémie de Covid-19 n'a jamais été aussi virulente avec des records quotidiens de nouvelles infections et la crainte d'une saturation des hôpitaux.

Signe d'une nervosité grandissante face à la flambée des contaminations, Angela Merkel a reçu mardi soir à la chancellerie les responsables des partis de la future coalition dite « feu tricolore ».

La conclusion rapide d'un accord de gouverne-



La chancelière allemande Angela Merkel reçoit un bouquet de fleurs d'Olaf Scholz (d), candidat du parti social-démocrate à la chancellerie, le 24 novembre 2021 à Berlin (AFP/Markus Schreiber)

ment devrait rassurer les autres pays européens, inquiets après les législatives de voir l'Allemagne, poids lourd de l'UE, sans réel capitaine à bord. Et ce, au moment où les Vingt-Sept affrontent une nouvelle crise majeure à leurs portes avec l'afflux orchestré par le Bélarus de milliers de Syriens et d'Irakiens à la frontière avec la Pologne.

## PREMIERS PAS

Olaf Scholz, rompu aux arcanes de la négociation, a déjà fait ses premiers pas sur la scène internationale en accompagnant Angela Merkel au sommet du G20 le mois dernier à Rome et en participant informellement aux prin-

cipaux entretiens bilatéraux notamment avec le président américain Joe Biden.

Pour la première fois depuis 16 ans, le SPD, arrivé en tête avec 25,7% des voix lors du scrutin législatif, va de nouveau diriger le gouvernement de la principale économie européenne.

Fruit d'un compromis, le « contrat de coalition » entre les trois partis définit toutes les réformes économiques, environnementales, sociétales que le prochain gouvernement, à la composition bientôt connue, mettra en œuvre.

Il a été mis au point en un temps record : après des discussions exploratoires, sociaux-

démocrates, Verts et libéraux étaient entrés dans le vif du sujet le 21 octobre avec la constitution de plus d'une vingtaine de groupes de travail.

Le soir même des élections, tous avaient manifesté leur volonté d'aller vite pour ne pas répéter le scénario de 2017 quand Angela Merkel avait mis plus de cinq mois à constituer son gouvernement, paralysant l'Europe.

## UNE FEMME À LA DIPLOMATIE

Candidate malheureuse des écologistes à la chancellerie après une campagne ratée, Annalena Baerbock, 40 ans, devrait prendre la tête de la diplomatie allemande dans un gouvernement à parité hommes-femmes, selon les médias.

Le très important et prestigieux maroquin des Finances devrait quant à lui échoir au chef du parti libéral FDP, Christian Lindner, tenant d'une ligne orthodoxe sur les déficits publics.

Le populaire co-président des Verts, Robert Habeck devrait lui s'installer dans un « super ministère » du Climat au moment où la lutte contre le réchauffement climatique est au premier plan des débats, dans un pays parmi les des plus gros pollueurs de la planète.

# Linafoot D1 : Lubumbashi Sport et Renaissance du Congo se neutralisent

**Battus par le TP Mazembe de Lubumbashi au précédent match, FC Renaissance du Congo n'a pas plié jeudi face aux kamikazes de Lubumbashi Sport en deuxième match de leur séjour lushois (1-1).**

ECONEWS AVEC ADIAC-CONGO.COM

Le FC Lubumbashi Sport et le FC Renaissance du Congo ont fait jeu égal d'un but partout (1-1) au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo, à Lubumbashi, en match de la 10<sup>e</sup> journée de la 27<sup>e</sup> édition du championnat de la Ligue nationale de football Ligue 1.

Après la défaite contre le TP Mazembe de zéro but à deux (0-2) au match précédent, le FC Renaissance du Congo tenait à requinquer son moral avec une vic-

toire. Et rapidement, les joueurs de l'entraîneur José Mundele ont ouvert la marque par Maboti Kusema d'une tête croisée en reprenant un centre à la 9<sup>e</sup> minutes. Mais les Kamikazes lushois du nouvel entraîneur Joseph François Médard Nseka Zi Matamba, dit «Beeff», ont répondu en égalisant à la 44<sup>e</sup> minutes par Banze Ngoy. En seconde période, il n'y a pas eu de but, en dépit d'une domination dans l'entrejeu des locaux.

A noter que le onze de départ du coach Joseph Nseka était composé du gardien de but Mujinga Kasongo, de joueurs de champ Don



Makengele, Kafwak Kakung, Mwamba Nzambi le capitaine, Héritier Naweji, Yembi Kisaku, Kabasele Makanda, Kalond Mwangal, Tshal Musans, David Mwakasu et Banze

Ngoy. Sur le banc des remplaçants, on a noté les présences du gardien de but Ekono Mayala, et Florent Atsi, Nathan Betu, Ifeme Imama, Israël Kasanda, Issa Namuzirhu,

Kanteng Kawang, Mboma Kitoto et Mutshail Kapend.

L'entraîneur José Mundele des Renais de la capitale a titularisé le gardien de but Pululu Kingu, et dans le champ, Exaucé Mufuele, Kambo Alife, Magassa Batiga, Makanda Manganga, Onoya Sangana, Chekina Azubeli, Okito Kazadi, Mbala Tshitani, Maboti Kusema, Mukoko Mayayi. Cinq joueurs ont débuté sur le banc, notamment Kalala Mulumba, Nlandu Ndomnasi, Christian Kalala, Benkiki Bongoyi et Bukaka Nzau.

Avec ce résultat d'égalité, Lubumbashi Sport dispose de douze points gagnés en dix sorties. Pour sa part, Renaissance totalise huit points en dix matches.

## Sur instruction de la CAF, les élections à la Fécofa sont reportées à une date ultérieure

ECONEWS AVEC ACTUALITE.CD

La Fédération congolaise de football association (Fécofa)

ECONEWS

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),  
Local n°50, Kinshasa/  
Gombe  
Tél : +243 81 904 17 63/  
89 301 93 05  
+ 243 903185670  
E-mail :

[kuediasala@gmail.com](mailto:kuediasala@gmail.com)  
[www.econewsrdc.com](http://www.econewsrdc.com)  
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION  
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF  
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION  
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE  
Faustin KUEDIASALA  
Hugo TAMUSA  
Florent N'LUNDA N'SILU  
Véron KONGO  
Jonathan MUTADJIRI  
Nana Kanku  
Olivier Dioso  
A.T. MPUTU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS  
Marc NZATE  
Francis Mayuma

WEB MASTER  
Tighana MASIALA

PRODUCTION  
Michel MASUDI  
+243 907314011

COMMERCIAL  
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL  
René LOKOTA

a annoncé jeudi le report à une date ultérieure de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire et élective (AGOE) prévue le 28 décembre prochain. L'instance fautive du football congolais dit obtempérer aux instructions de la Confédération africaine de football (CAF) données mercredi 24 novembre dernier.

«Contrairement à notre let-

tre n°FBA/SEGAL/BSM /01563/2021 du 12 novembre 2021 relative à la convocation de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire élective en date du 28 décembre 2021, nous vous signifiions par la présente, le report de ces assises à une date ultérieure et la suspension du processus électoral y afférent, et ce, en exécution de l'instruction que nous

venons de recevoir de la Confédération africaine de football, par sa lettre du 24 novembre 2021», a écrit la Fécofa aux présidents des ligues nationales et provinciales ainsi qu'aux clubs concernés par ces assises.

La motivation de la CAF n'est pour l'instant pas connue. Des sources proches disent à actualite.cd que l'instance afri-

caine souhaite veiller à la tenue de ces élections, d'où l'élaboration d'une feuille de route commune.

Le comité exécutif de la Fécofa sera fin mandat dès le mois de décembre prochain. Le successeur de Constant Omari Selemani qui avait démissionné à quelques mois de la fin de son second et dernier mandat ne devrait plus être connu avant fin 2021.

## La NBA Africa et la BAL se joignent aux « 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le Genre »

ECONEWS AVEC APO

NBA Africa et la Basketball Africa League (BAL) ont annoncé jeudi leur soutien à la campagne «16 Days of Activism Against Gender-Based Violence Campaign» («16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre») du Center for Women's Global Leadership.

Il s'agit de la campagne pour les droits des femmes la plus reconnue et plus ancienne au monde, dont l'objectif est d'éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes. La participation de NBA Africa et de la BAL à la campagne s'inscrit dans le prolongement des initiatives qu'elles ont lancées collectivement plus tôt cette année dans le but de faire progresser l'égalité des sexes et l'inclusion économique en Afrique.

La campagne de 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre se déroule chaque année, de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (25 no-

vembre) à la Journée internationale des droits de l'homme (10 décembre). Pour soutenir cette campagne, NBA Africa et la BAL feront conjointement un don de 5.000 USD à chacune des trois ONG du continent qui fournissent des services essentiels aux victimes de violences basées sur le genre : Women at Risk International Foundation (WARIF) au Nigeria, Unies vers'elle au Sénégal et People Opposing Women Abuse (POWA), en Afrique du Sud.

NBA Africa et la BAL utiliseront également leurs plateformes de réseaux sociaux pour mettre en lumière le travail des ONG dans leurs pays respectifs, encourager les hommes à jouer un rôle de premier plan dans la réalisation d'un changement social positif au sein de leurs communautés, inspirer les fans de basket-ball du continent à s'opposer à toute forme de discrimination à l'égard des femmes et plaider pour une société plus juste et plus inclusive.

À la suite de la campagne, NBA Africa, la BAL et le partenaire communautaire CARE, une ONG qui touche plus de 90 millions de personnes dans plus de 100 pays par le biais de programmes de développement et d'aide humanitaire visant à lutter contre la pauvreté, organiseront des ateliers éducatifs axés sur l'égalité des sexes pour les joueurs de la BAL, certains participants aux programmes de développement de l'élite de la NBA Africa et les entraîneurs de la NBA Junior.

«La campagne 16 Days of Activism est un rappel très clair du long chemin que nous avons à parcourir pour élever les femmes à une place égale, et cela dans tous les aspects de la société, non seulement en Afrique mais dans le monde entier», déclare Victor Williams, PDG de la NBA Africa. «Nous pensons que la NBA Africa et la BAL, en particulier grâce à notre relation avec les joueurs et les fans masculins, peuvent jouer un rôle important pour la promotion de l'égalité des

sexes et la construction d'un environnement plus sûr et plus inclusif pour les femmes en Afrique».

«La BAL est fière de soutenir la campagne 16 Days of Activism et les différentes organisations au Nigeria, au Sénégal et en Afrique du Sud qui luttent contre les violences basées sur le genre tout au long de l'année», explique Amadou Gallo Fall, président de la BAL. «Nous nous engageons à soutenir les femmes dans les communautés où nous opérons et à leur offrir davantage d'opportunités pour s'épanouir en tant qu'individus, athlètes et leaders».

La NBA est liée à l'Afrique depuis des décennies et elle a ouvert son siège africain à Johannesburg en 2010. Depuis lors, les efforts de la ligue en Afrique se sont concentrés sur l'amélioration de l'accès au basketball et à la NBA à travers le développement d'une base et de l'élite, la distribution des médias, les partenariats d'entreprise, les NBA Africa Games, le lancement de la BAL, etc.

# Tshisekedi mobilise l'Afrique pour « mettre fin aux violences faites aux femmes et aux jeunes filles »

**Pari gagné pour le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui a parvenu à mobiliser l'Afrique autour de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles.**

**ECONEWS AVEC PRESSE/  
PRÉSIDENTIELLE**

**K**inshasa a accueilli jeudi à Kinshasa la «Conférence des hommes sur la masculinité positive». Il s'agissait de «mobiliser l'engagement et galvaniser l'action des dirigeants africains pour accélérer la prévention et l'éradication de la violence faite aux femmes et aux filles».

Six Chefs d'Etat ont répondu à l'appel de Kinshasa pour marquer leur adhésion à cette lutte, dont le seul objectif est de valoriser la femme africaine.

A la tribune d'honneur, rangée pour la circonstance, on a noté la présence de Denis Sassou Nguesso du Congo/Brazzaville, Paul Kagamé du Rwanda, Faure Gnassingbé du Togo, Macky Sall du Sénégal, Nana Akufo-Addo Ghana et Hakainde Hichelema de la Zambie. Ellen Johnson Sirleaf, présidente honoraire du Liberia, ainsi que des personnalités du monde associatif et des hommes d'affaires ont également fait le déplacement de Kinshasa.

Le président du Kenya et la présidente de l'Ethiopie sont intervenus

par visioconférence.

Intervenant également par visioconférence à partir d'Addis-Abeba, siège de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA, a «salué le leadership» du Président Félix Tshisekedi et «ses inlassables efforts qui ont permis la tenue de cette Conférence».

Dans son allocution de circonstance, le Président de la République et Président en exercice de l'UA, Félix Tshisekedi, a expliqué, en liminaire, le contexte ayant prévalu à la tenue de ce forum. La RDC étant un des pays africains les plus touchés par ce phénomène, elle était astreinte à conforter la dynamique de lutte engagée à son encontre à travers ce panel de discussions.

Pour le Président Félix Tshisekedi, cette conférence traduisait, si besoin en était encore, la détermination collective des dirigeants africains à mener des réformes courageuses pour éradiquer la violence faite aux femmes et aux filles.

Il s'est insurgé contre la tendance à l'acceptation de ce phénomène social tout en stigmatisant le rôle néfaste



La détente était au rendez-vous de la conférence de Kinshasa

que jouent les hommes, principaux responsables de cette situation. C'est pourquoi, a-t-il indiqué, l'Afrique considère ce fléau comme une des formes la plus flagrante de discrimination, mais aussi, comme un obstacle majeur à la réalisation des droits fondamentaux des femmes. Voilà pourquoi, a-t-il ajouté, l'Union Africaine en a fait un de ses domaines prioritaires conformément à l'article 6 de l'objectif 17 de l'agenda 2063.

Face à l'exacerbation de la violence faite aux femmes et aux filles, et à l'inefficacité des politiques et programmes

visant à transformer les inégalités structurelles et institutionnelles qui conduisent à cette triste réalité, le Président Tshisekedi, a exigé des actions d'envergure, innovantes et accélérées en vue d'inciter tous les acteurs de la société à participer activement aux efforts visant à éradiquer ce fléau.

Il a exhorté les hommes occupant des postes de responsabilité à jouer un rôle majeur pour influencer d'autres hommes à se mettre d'accord sur les stratégies efficaces visant à prévenir et à mettre fin aux violences basées sur le Genre.

Enfin, le Président en exercice de l'UA a plaidé pour la reconstruction d'un nouveau modèle de comportement masculin en rapport avec le statut de la femme.

Au terme de ces travaux, les Chefs d'Etat ont adopté une déclaration finale, dite Déclaration de Kinshasa, en guise «d'engagement des hommes et, particulièrement des illustres participants, contenant des stratégies devant mener aux actions concrètes, afin de mettre fin aux violences faites aux femmes et aux jeunes filles».

Organisé sous le haut patronage du Président de la République et Président de l'Union Africaine, en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine, la Conférence des Hommes sur la Masculinité positive avait pour objectif d'adopter une Déclaration de l'Union Africaine pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles. Elle a aussi eu une particularité : l'engagement des hommes, notamment celui des Chefs d'Etat et de Gouvernements, d'apporter des réponses adaptées à ce fléau.

Pour rappel, le 25 novembre correspond à la «Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles», qui marque le début des 16 jours d'activisme contre la violence sexiste. Le thème mondial de la campagne 2021 était «Rendre Orange le monde : mettre fin dès maintenant à la violence à l'égard des femmes».

L'Union africaine, quant à elle, a choisi le thème «Rendre orange l'Afrique : la masculinité positive dans le leadership pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles».



Photo de famille de la conférence de Kinshasa